

Demande déposée par : **SAS APPART'CITY**  
Représentée par :   
Demeurant à : 125 rue Gilles Martinet  
34070 MONTPELLIER

**EN 031 149 15 E0007**

Pour : Installer des enseignes

Adresse des travaux : 10 avenue André Marie Ampère  
31770 COLOMIERS

**MADAME LE MAIRE DE COLOMIERS,**

Vu la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,  
Vu la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008,  
Vu le Code de l'Environnement,  
Vu le règlement local de publicité approuvé par délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2011,  
Vu la demande d'autorisation déposée le 10 mars 2015,

**ARRETE**

**ARTICLE UNIQUE :**

L'autorisation d'installer des enseignes décrites dans la demande susvisée est **ACCORDEE**.

A Colomiers, le **26 AOUT 2015**

**LE MAIRE,**



**Karine TRAVAL-MICHELET**

Vice-Présidente de Toulouse Métropole

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **DROITS DE RECOURS** : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de DEUX MOIS à compter de sa notification.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les DEUX MOIS suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite de recours gracieux.